



Déclaration liminaire FSU de la FSSSCT Départementale du Var du jeudi 14 mars 2024

Monsieur le Directeur académique des services de l'éducation nationale du Var,
Mesdames, Messieurs les représentant-es de la FSSSCT du Var,

Les mobilisations réussies du 8 mars pour une égalité femme-homme se sont réalisées dans un contexte historique, une victoire de tou.te.s celles et ceux engagé-es dans le combat féministe : la constitutionnalisation du droit à l'IVG, 50 ans après l'adoption de la loi Veil.

C'est un signal fort, pour autant le respect des droits des femmes, l'obtention d'une réelle égalité femme-homme dans les écoles, les établissements scolaires et dans l'ensemble de la fonction publique sont des luttes à poursuivre et à intensifier :

- Mettre fin aux inégalités salariales femme/homme ;
- Lutter contre la précarité des emplois majoritairement occupés par des femmes, à l'exemple des AESH avec 93% de personnel féminin.
- Mettre en place des moyens substantiels pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles. Les procédures prévues par la circulaire du 9 mars 2018 peinent à se concrétiser. Dans notre académie la cellule stop violence commence réellement à se mettre en place seulement cette année. Pourtant l'urgence est là : une femme sur trois est victime de harcèlement sexuel sur son lieu de travail au cours de sa carrière.
- La victoire de la constitutionnalisation de l'IVG cache aussi des tentatives de reculs intolérables concernant le droit des femmes : la réduction envisagée de 6 mois du congé parental, toujours pas de volonté de mettre en place le congé menstruel en invisibilisant, de manière hypocrite, les femmes qui subissent la journée de carence lorsqu'elles ne peuvent se rendre sur leur lieu de travail.

Pour l'ensemble des personnels dans l'Education nationale, les politiques annoncées par le gouvernement vont encore dégrader les conditions de travail et la santé des personnels du premier et du second degré sans bénéfice pour les élèves. La réforme dite du « choc des savoirs avec ses groupes de niveaux que toutes les études scientifiques fustigent, la réforme de l'année de terminale BacPro avec pertes d'heures élèves, la refonte des cartes de formations prévoyant sur 3 ans la fermeture de près de 25% de formations soi-disant « non-inerrantes », le Pacte de mise en concurrence des personnels provoquent la désorganisation du fonctionnement des établissements. Au collège, DNB comme examen barrage au passage en seconde, des classes prépa-lycées, la multiplication de tests nationaux dépossédant les enseignants de leur expertise, l'objectif de 100% des formations des personnels hors temps scolaire, la généralisation du SNU qui va diminuer le temps scolaire et qui va coûter plus de 2 milliards d'euros, ainsi qu'une nouvelle réforme de la formation initiale envisagée, vont encore dégrader davantage les conditions de travail des personnels et d'apprentissages des élèves. Le gouvernement n'écoute absolument pas le rejet majoritaire des organisations syndicales et ne prend pas en compte leurs contre-propositions.

Par ailleurs, l'annonce d'une coupe budgétaire de 10 milliards d'euros pour l'année 2024 et 20 milliards l'année suivante, dont 900 millions retirés à la recherche, 692 millions d'euros retirés à l'école publique dont les 2/3 auraient dû servir à rémunérer des personnels d'enseignement, d'Education et d'accompagnement des élèves (recrutements d'AESH notamment) montre que le social, l'environnement, la santé, l'école et les conditions de travail des personnels dans ces services publics ne sont absolument pas une priorité pour ce gouvernement !

Dans l'éducation, ces politiques néfastes, s'ajoutent à l'insuffisance des moyens délivrés et aggravent le climat de tension dans lequel les personnels exercent leur métier dans notre département :

→ dans le premier degré :

- 173 postes occupés par des contractuels non formés depuis 2 ans, manque de remplaçants titulaires, 23 AESH qui ont démissionné. Le Var est toujours le mauvais élève au niveau de l'encadrement avec une moyenne de 22,31 élèves par classe quand la moyenne nationale est de 21,6, manque d'enseignants spécialisés (RASED), manque d'équipes pluriprofessionnelles.
- Des moyens insuffisants pour l'inclusion scolaire qui engendrent mal être et souffrance chez les personnels des écoles : 903 élèves malgré une notification MDPH sont scolarisés en milieu ordinaire et ne bénéficient pas d'un établissement spécialisé ITEP ou IME.
- Les personnels sont de plus en plus exposés à des pressions et des violences physiques de la part d'élèves, de parents. Et cela pendant plusieurs mois sans que, malgré les signalements RPS et la bonne volonté parfois des acteurs de terrains, une réelle réponse leur soit apportée, les plongeant dans une réelle détresse, ce qui entraînent des arrêts maladies, des dépressions et des démissions en nombre croissant.

→ dans le second degré :

- Collèges, LP, LGT ont dans notre académie le plus bas ratio H/E de France (1,26 contre 1,33 au niveau national). Les dotations insuffisantes délivrées aux établissements engendrent des optimisations de structures et des regroupements d'élèves anti-pédagogiques et vont complexifier davantage le travail des personnels.
- Dégradation constatée du dialogue social dans les établissements lors du vote de la répartition de la DGH où des chefs de services imposent des répartitions sans possibilités de les amender et sans vote du TRMD. Ce qui aura des conséquences négatives sur les conditions d'exercices de la prochaine rentrée.
- 21 élèves relevant de l'ULIS sont scolarisés en milieu ordinaire. Trop peu d'établissements disposent d'un dispositif ULIS et des moyens y afférent. Sur les ULIS existantes, les référents se retrouvent à gérer un nombre d'élèves dépassant la prévision. La non prise en compte des élèves ULIS dans les effectifs accentuent l'optimisation précédemment dénoncée et engendre des situations d'enseignement inadmissible pour les personnels qui se retrouvent en souffrance quand en CAP ils doivent accompagner 24 élèves dont une très large majorité sont dans certaines sections dans le champ du handicap avec parfois des pathologies lourdes et un manque d'AESH pour les accompagner.

- 130 élèves sont en attente d'une place en SEGPA. L'académie de Nice faisant partie des académies scolarisant le moins en éducation prioritaire. 6 à 7 collèges mériteraient un classement EP.
- Un manque général de personnels sociaux et de santé, de personnels administratifs formés.

Nous entamons à peine le mois de mars et force est de constater le fort degré d'épuisement des personnels ballotés de réformes en réformes, d'injonctions hiérarchiques toujours plus pesantes sur leur quotidien, subissant de plein fouet ce nouveau management néolibéral de l'école en contradiction avec la vision et les valeurs que défend la FSU d'une école démocratique, égalitaire, émancipatrice, lieu d'un épanouissement personnel et professionnel, indispensable au bon équilibre physique et psychique pour mener à bien ses missions de service public.

Faut-il rappeler que pour l'OMS la santé au travail doit être pensée au sens large « d'un état de complet bien-être physique, mental et social, qui ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité ». Or, les orientations de politique éducative gouvernementales tendent, au contraire, à considérer le travail comme un asservissement de l'être humain qui tend à dégrader fortement les conditions de travail et la santé des personnels.

« Au choc des savoirs » et à la rémunération au mérite, la FSU oppose « le choc des moyens et des salaires » afin de rendre à l'éducation une véritable ambition émancipatrice, une solide formation tout au long de la carrière et une attractivité de ses métiers.

Ainsi, la FSU appelle, avec une large intersyndicale, à la grève et à la mobilisation sous toutes ses formes, le mardi 19 mars 2024 pour une véritable revalorisation salariale pour tous dès 2024, et notamment des catégories C, des AESH et des AED, et pour le respect de l'égalité de traitement femme/homme.

Nous vous remercions pour votre attention.